

dévouement, l'honnêteté et la discipline à tous les niveaux. Enfin, le rôle souvent défavorable de l'aide internationale est examiné et un regard est porté sur des développements récents, en particulier la tendance dangereuse de l'acquisition massive de terres par des intervenants « extérieures ».

Mots clés : agriculture, propriété foncière, organisations paysannes, aide internationale

Contact : hjw.mutsaers@planet.nl, paul.kleene@yahoo.fr

L'histoire de l'agriculture africaine, de ses acteurs et de ses organisations. *L'agriculture malgache des années 1960 : entre la tradition et la modernisation*

par

Bearisoa RAKOTONIAINA

Durant la première décennie de son indépendance (1960-1972), Madagascar n'est pas parvenue à développer l'ensemble de son agriculture. La gamme des produits riches (coton, tabac, etc.), destinés pour la plupart à l'exportation ou aux industries de transformation, connaît une croissance non négligeable. D'une façon générale, ces produits sont responsables de l'augmentation de 4 % du taux de production agricole au cours de la période. Les autres cultures, pratiquées par 85 % de la population, n'enregistrent en revanche aucune progression. L'agriculture de Madagascar évolue, en effet, à double vitesse. D'un côté, on trouve les plantations industrielles à haute technicité et à forte productivité et de l'autre côté, une masse de petites exploitations paysannes, peu productives, auto consommatrices et en voie d'amélioration lente. La période entre 1961 et 1964 étant celle de la transition, correspond à la mise en place de l'appareil étatique. Aucune option fondamentale nouvelle n'est prise. Le plan quinquennal entre en vigueur à partir de 1964 avec une intervention de l'Etat malgache dans l'agriculture à tout niveau. Pourtant, les résultats obtenus ne suffisent pas. Ceci conduit le régime Tsiranana à s'engager dans un autre plan plus soutenu appelé « grandes opérations » à partir de 1969 en vue d'accélérer la production agricole. Mais l'économie malgache bute sur deux obstacles majeurs. D'une part, le poids de la tradition dans la pratique agricole persiste. L'absence de la sécurisation foncière s'ajoute à ce problème. D'une autre part, le prix des matières premières, au niveau mondial, baisse. Et du fait de la mise en place de la politique agricole commune (PAC) en Europe, la part de marché des produits en provenance des pays en voie de développement diminue.

27

Mots clés : Madagascar, histoire, agriculture

Contact : printsyrabe@yahoo.fr

50 ans après les indépendances, les pays africains n'ont toujours pas le contrôle de leurs politiques agricoles

par

Vincent Ribier

CIRAD-ES, UMR ART-Dev

Les indépendances annonçaient une prise de contrôle progressive par les nouveaux Etats africains de leur stratégie de développement et des politiques sectorielles censées mener à bien ce

développement. Cette évolution espérée n'a pas eu lieu. La communauté internationale est restée omniprésente au fil des décennies, mêmes si ses modalités d'intervention ont changé. L'ajustement structurel des années 80 et 90 a fait place à l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et à la promotion des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). 50 ans d' « accompagnement » des politiques des pays africains par la communauté internationale n'ont pas produit le renforcement institutionnel attendu. Le bilan est même franchement négatif : administrations affaiblies, absence de contrôle sur le financement des actions, absence de consensus sur le type d'agriculture à promouvoir, sont autant d'éléments qui se renforcent pour que les Etats n'aient pas le contrôle de leur politique agricole. Dans ce contexte, les voies d'une véritable reconquête de souveraineté s'annoncent escarpées.

Des efforts, à l'initiative des agences de coopération, ont porté récemment sur la promotion de politiques agricoles au niveau régional (PAU au niveau de l'UEMOA, ECOWAP pour la CEDEAO, PDDAA pour le NEPAD), avec l'idée d'enclencher, à partir de structures de coordination régionales, une dynamique de renforcement des politiques agricoles nationales. Le bilan de ces initiatives montre toute la difficulté de réaliser un tel pari.

Mots clés : développement, communauté internationale, politique agricole, coopération, coordination régionale

Contact : vincent.ribier@cirad.fr

René Dumont, le développement agricole et la question climatique en Afrique Sub-saharienne

par

Arthur Riedacker

*Directeur de recherche honoraire de l'INRA,
Co-prix Nobel de la paix au titre du GIEC,
Président de l'Institut Oïkos*

28

René Dumont avait, au cours des années 1960, plaidé pour l'augmentation des intrants en Afrique Sub-saharienne. Augmenter les intrants et les politiques commerciales agricoles intéressaient alors les pays industrialisés mais pour leur propre développement (par exemple via la PAC). Le développement du tiers monde ils ne s'en préoccupaient pas réellement, si l'on juge par les résultats.

Il s'était aussi inquiété des impacts du changement climatique sur l'agriculture. A travers cette question apparaissait la responsabilité des pays du Nord (les plus pollueurs) vis-à-vis du Sud, et la nécessité de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) au moindre coût, quelles que soient leurs origines. Cet objectif aurait dû conduire à des politiques visant à soutenir l'augmentation des productions par hectare en Afrique Sub-saharienne, donc à une nouvelle approche et à un nouvel intérêt, maintenant commun, pour cette question. Ces pays sont en effet restés jusqu'ici à l'écart des révolutions agricoles des pays industrialisés et des pays émergents, tels la Chine, l'Inde et le Brésil. Il est donc encore possible d'y réduire les émissions de GES par rapport aux scénarios tendanciels actuels visant à augmenter les productions agricoles pour satisfaire les besoins de base d'une population encore en forte croissance. Jusqu'ici les augmentations ont surtout été obtenues en augmentant les surfaces cultivées.

Ce constat aurait dû conduire les pays du Nord à mettre prioritairement l'accent sur les aides à l'agriculture dans ces pays. En fait il n'en a rien été. Le décalage avec les discours des médias, et parfois des gouvernements, notamment dans les pays développés, est en complète contradiction avec